



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°445 (8 MARS 2026)

THÉMATIQUE : PARIS ET SON HISTOIRE

THÉMATIQUE : PARIS ET SON HISTOIRE

PREMIÈRE PARTIE

Introduction

Philippe Meyer :

Cette émission sera consacrée à Paris, au Paris d'aujourd'hui, mais aussi à l'histoire de la ville. J'ai la chance d'avoir avec moi Alexandre Gady. Si vous deviez présenter vos lettres de créance personnelles et professionnelles pour être admis à Paris, que diriez-vous de votre rapport avec cette ville ?

Alexandre Gady :

Pour un petit banlieusard qui n'était jamais monté à la capitale avant ses 18 ans, parce que ses parents détestaient la foule parisienne, l'arrivée à Paris a été un choc. Je venais du sud des Yvelines, près de Rambouillet, une banlieue encore assez rurale. Et cette ville m'a pris dans ses bras. Très vite, j'ai eu envie de travailler sur cette masse d'architecture, d'urbanisme et de beauté qui contrastait si fortement avec ce que j'avais connu, et qui m'intriguait.

À l'époque – je parle des années 85-86 – la littérature sur Paris était beaucoup moins abondante qu'aujourd'hui. J'avais donc beaucoup de questions et peu de réponses. Et comme on écrit souvent les livres qu'on n'a pas trouvés, je me suis lancé à corps perdu dans la recherche de cette histoire de Paris. Même si ma spécialité d'historien est le XVII^{ème} siècle, travailler sur Paris oblige à devenir multicarte. On ne peut pas comprendre la ville sans son substrat antique, son héritage médiéval, ni bien sûr l'époque classique. Mais il faut aussi s'intéresser à Haussmann et Napoléon III. Et puis, comme simple citoyen et piéton, je vis

comme tout le monde les transformations contemporaines, même si mes compétences dans ce domaine sont plus modestes.

Kontildondit

Philippe Meyer :

Ces compétences vous ont aussi conduit à diriger un musée, le musée du Grand Siècle, qui n'existe pas encore tout à fait mais va ouvrir bientôt. Quand précisément ? Et qu'y trouvera-t-on ?

Alexandre Gady :

J'aimerais pouvoir répondre avec certitude. L'ouverture est prévue pour le tout début de l'année 2028, donc dans environ deux ans et demi. Cela peut sembler lointain, mais pour mon équipe et moi, qui travaillons d'arrache-pied, c'est très proche.

Ce sera un musée de civilisation, et non un musée des beaux-arts. Il a été créé grâce à l'énergie et à la vision politique de Patrick Devedjian, alors président du département des Hauts-de-Seine, porteur du projet, qui nous a malheureusement quittés en 2020 au début du Covid. Il doit aussi beaucoup à la générosité d'un grand donateur, Pierre Rosenberg, historien de l'art reconnu internationalement, collectionneur passionné depuis l'adolescence, qui a souhaité, de son vivant, donner toutes ses collections et sa bibliothèque de travail pour créer un établissement ouvert au public, aux amateurs et aux étudiants.

C'est donc un projet né d'une vision politique au sens noble et d'un grand geste de générosité. Le musée s'installera à Saint-Cloud, à l'entrée du parc, et permettra de redécouvrir une époque qui, quatre siècles plus tard, est peut-être aussi mystérieuse pour nos contemporains que Byzance l'était pour le XIXème siècle. Nous voulons la rendre intelligible à travers les œuvres d'art, en parlant de politique, de philosophie, de littérature, de science, de gastronomie, de musique, ou encore de la belle danse, si chère au XVIIème siècle. Un musée de civilisation donc, à l'image du musée de Cluny pour le Moyen Âge, d'Écouen pour la Renaissance ou d'Orsay pour le XIXème siècle. Il s'agira de donner à

comprendre une époque dans toute sa complexité, dans tous les domaines où la curiosité du public peut s'exercer. Car le public ne s'intéresse pas qu'à la peinture. Les musées des beaux-arts sont là pour la contemplation, mais nous voulons aller plus loin, attirer des visiteurs qui n'ont peut-être aucune appétence pour les musées, aucune connaissance, qui ignorent jusqu'à qui furent Richelieu ou Louis XIV.

Ce n'est pas grave : l'essentiel est de leur donner envie de comprendre ce qui s'est passé dans ce pays il y a quatre siècles, comment la France du Grand Siècle a interagi avec l'Europe. Il s'agit d'ouvrir une page d'histoire qui, il y a deux générations, était encore largement partagée, et qui s'est depuis évaporée. Ce n'est pas une cause de tristesse : comme enseignant, je sais qu'il faut prendre les gens là où ils en sont, et élever le niveau. Ce qui serait grave, ce ne serait pas de ne pas savoir qui est Louis XIV, ce serait de ne pas avoir envie de le découvrir.

Philippe Meyer :

Paris et son histoire font justement partie des zones d'ignorance les plus fréquentées, et peut-être même les mieux fréquentées. Et comment pourrait-il en être autrement ? A ce que je sache, cette histoire n'est enseignée nulle part. En revanche, les idées toutes faites abondent : elles se forment vite, se transmettent facilement, mais ne correspondent pas à la réalité de la capitale, depuis l'époque où, selon la légende, « Paris s'appelait Lucette ». Si l'on voulait établir les données de base sur Paris, celles qu'il faudrait absolument transmettre, quelle période de son histoire mettriez-vous en avant ?

Alexandre Gady :

Je vais proposer une lecture sans doute classique, mais à mes yeux, tout se joue au XII^{ème} siècle. C'est là que Paris prend véritablement forme. La ville bénéficie d'une situation géographique privilégiée : un fleuve majestueux qui favorise les

transports et les taxes, un axe nord-sud reliant les Flandres aux Pyrénées, et une langue de terre encore marécageuse sur la rive droite traversée par l'ancien cardo romain, aujourd'hui les rues Saint-Martin et Saint-Jacques. Lutèce n'était alors qu'une petite cité de 15.000 habitants, dotée de quelques monuments dont il reste des vestiges charmants, notamment les thermes de Cluny dans le Vème arrondissement. Mais cette ville gallo-romaine n'avait aucune vocation à devenir capitale. Longtemps, elle resta secondaire : Paris n'était qu'un évêché dépendant de Sens, cité bien plus importante à l'époque.

Les débuts furent donc modestes. Puis vient un choix politique décisif : Clovis en fait la capitale du royaume des Francs, et plus tard, les Capétiens – descendants des Robertiens, comtes de Paris – confirment ce choix. Et aujourd'hui encore, aucun parti politique ne remet cela en question. En 987, les Capétiens s'installent durablement à Paris et fondent une dynastie qui règnera jusqu'en 1848, et dont certaines branches règnent encore, en Espagne et au Luxembourg. Ce second ancrage politique est déterminant : de cette base, les Capétiens construisent le royaume, et donc l'État français, qui comme chacun sait est né avant la nation. Au XIIème siècle, ces rois deviennent plus sédentaires. Louis VI le Gros, puis Louis VII le Jeune, passent davantage de temps à Paris. Leur successeur, Philippe Auguste, joue un rôle essentiel. Il structure la ville : construction d'une enceinte sur les deux rives, établissant l'équilibre unique entre rive droite et rive gauche ; édification du Louvre, d'abord forteresse puis futur grand musée ; pavage des grandes rues ; lancement du chantier de Notre-Dame par son père ; installation du trésor royal et des archives au Louvre, après les avoir perdues sur le champ de bataille de Fréteval. Philippe Auguste fixe ainsi les pouvoirs dans la capitale et fonde l'université de Paris, consacrée plus tard par Saint Louis et soutenue par la papauté, l'une des plus anciennes d'Europe.

À la fin du XIIème siècle, Paris est déjà une ville riche, l'une des capitales du drap en Europe. La présence stable de la couronne capétienne en fait très tôt une capitale du luxe : on y achète les plus beaux objets, les plus belles toiles, les

plus beaux livres. Cette centralisation, cette énergie, cette beauté urbaine naissent avec Philippe Auguste, véritable père de la nation et de Paris.

Saint Louis prolonge cet élan avec l'art gothique, incarné non par Notre-Dame, mais par la Sainte-Chapelle, cette chasse de pierres suspendue dans la lumière, l'un des monuments les plus émouvants de la ville. Ce moment du XIIème et du XIIIème siècle me semble décisif : c'est là que se cristallise tout ce qui fera vivre Paris pendant des siècles.

Philippe Meyer :

Il me semble que Paris a été pour les provinces françaises, et même pour certains Européens, ce que l'Amérique a représenté au XIXème siècle pour les pauvres : un lieu d'appel, où la puissance et la richesse attirent les talents, mais aussi ceux qui, par contrainte ou par exclusion — religieuse, sociale ou autre — quittent leur région. Au XIXème siècle, ils partent vers l'Amérique ; dès le XIIème ou le XIIIème, ils montent à Paris. Cela a-t-il fait de Paris, presque dès sa naissance, une ville cosmopolite ? Cette marque d'identité vous paraît-elle juste ?

Alexandre Gady :

Oui, c'est très juste. Comme toutes les grandes villes riches, Paris a été un creuset unique. On y trouve des mœurs, des opinions politiques, une liberté de parole et de pensée qu'on ne rencontre pas ailleurs. Comme disait Pierre Desproges, c'est là qu'on emploie les « gros mots », comme « liberté ». La ville attire parce qu'elle offre cette liberté, mais aussi parce qu'elle concentre la prospérité, la possibilité de changer de vie. L'ascenseur social y existe, même si, sous l'Ancien Régime, il est d'un fonctionnement très complexe. Et il y a un autre facteur déterminant : l'université. En la créant, Philippe Auguste et ses successeurs font de Paris une capitale intellectuelle, en plus d'être politique, militaire, économique et luxueuse. Cette dimension intellectuelle est essentielle, car elle attire aussi les étudiants et les savants. Tous les grands esprits sont

passés par Paris : dans les collèges de l'université, ou plus tard, à partir de François Ier, au Collège de France, cette institution admirable où les plus grands savants enseignent gratuitement leur discipline.

Cela ajoute une autre facette à l'attractivité de Paris : celle d'une ville de l'esprit. Les théologiens y viennent pour la Sorbonne, les écrivains et philosophes pour la vie intellectuelle. Paris devient ainsi, très tôt, la ville des lettres et de la pensée. Une image qui lui reste encore profondément attachée aujourd'hui.

Ce brassage de populations, cette circulation d'idées et de talents nourrissent depuis toujours l'identité de Paris. Aujourd'hui, le tourisme de masse en est la version affadie, mais le principe reste le même : le monde entier connaît et aime Paris. L'émotion suscitée par l'incendie de Notre-Dame l'a bien montré. Au-delà du drame patrimonial, c'est Paris elle-même qui était blessée, et c'est pourquoi le monde entier s'est senti concerné. Ce fut, paradoxalement, un moment où l'on a mesuré à quel point Paris restait universellement aimée.

Philippe Meyer :

L'enceinte de Philippe Auguste, qui établit cet équilibre entre les deux rives de la Seine, sera suivie par celle de Charles V, puis d'autres encore. Paris va ainsi d'enceinte en enceinte ...

Alexandre Gady :

Oui, c'est l'idée de Victor Hugo, du caillou jeté dans l'eau depuis les tours de Notre-Dame. Avec Philippe Auguste, il y a une véritable pensée urbaine : son enceinte, construite sur les deux rives, crée un équilibre entre la rive gauche universitaire, la rive droite commerçante et l'île centrale, siège du pouvoir avec le palais et l'évêché. Cette tripartition est fascinante, et elle a, en plus, le génie de « prendre au large » — de ne pas s'arrêter à la dernière maison —, anticipant ainsi l'expansion future de la ville. Louis XVI reprendra d'ailleurs ce principe. Rive gauche, on intègre toute la montagne Sainte-Geneviève, bien au-delà de la ville

gallo-romaine, pour encourager la construction et l'urbanisation. L'enceinte, sur le plan militaire, n'a jamais eu à servir, mais la pensée qui la sous-tend est remarquable. Les enceintes suivantes, celles de Charles V ou de Louis XIII, ne relèvent plus d'un projet cohérent : ce sont des prolongements, des réponses au fait accompli de la croissance urbaine, portées davantage par l'énergie privée que publique. Il faut attendre les fortifications de Louis XIV pour retrouver une véritable vision d'ensemble.

Et pourtant, le Roi Soleil reste un grand oublié de l'histoire de Paris. Il quitte la ville très tôt, en février 1671, après dix années de grands travaux. Voltaire a largement contribué ternir sa réputation, prétendant qu'il s'était détourné de Paris. C'est faux : le geste de 1670, lorsqu'il décide de raser les fortifications pour faire de Paris une ville ouverte, est au contraire un acte politique fort. C'est la *Pax Bourbonica*. Le gouvernement et Vauban s'y opposent — ce dernier juge la décision imprudente —, mais le roi persiste. Cette inquiétude révèle d'ailleurs un problème ancien : Paris est trop proche de la frontière nord-est. Choisie très tôt, dans un royaume encore en formation, la capitale n'est pas géographiquement centrale. Elle l'est dans nos esprits, dans les réseaux ferrés, routiers et administratifs, mais pas sur la carte. Madrid, créée par Philippe II au milieu de nulle part, illustre mieux une position centrale. Paris, elle, reste vulnérable : trop exposée aux invasions venues du nord et de l'est. 1870, 1940, la chute de Napoléon l'ont tragiquement confirmé. Défortifier Paris était donc un geste audacieux. On peut y voir aussi un souvenir de la Fronde : sans mur, pas de résistance. Quoi qu'il en soit, cette décision ouvre le Paris des Lumières, la ville des boulevards plantés d'arbres, tournée vers la campagne, où les faubourgs ne sont plus séparés mais liés à la cité.

Tout cela nous paraît aujourd'hui banal, mais beaucoup de ces éléments sont nés de la décision de Louis XIV de défortifier Paris. Ce geste urbain s'accompagne d'un travail fondamental : la levée d'un plan de la ville réalisée par un grand ingénieur, François Blondel, professeur au Collège de France, premier

directeur de l'Académie d'architecture créée par Colbert, et par un excellent architecte et dessinateur, Pierre Bullet. On parle du plan de Bullet et Blondel, mais il faudrait plutôt dire Blondel et Bullet, par ordre hiérarchique. Ce plan est publié sous forme d'une grande estampe en 1676. Il montre notamment ce fameux « cours » de la rive droite, pensé dès l'origine sur les deux rives, mais jamais complètement achevé : pas du tout sur la rive gauche et partiellement seulement sur la rive droite. Il en reste aujourd'hui, rive gauche, le boulevard du Montparnasse. Le mot « boulevard » vient d'ailleurs du néerlandais *bolwerk*, qui désigne le bastion sur lequel roulent les canons — d'où l'idée d'ouverture, de libération de la ville. Ce plan n'est pas seulement une représentation, comme ceux d'Henri IV ; c'est un véritable plan-projet. On y voit des rues encore inexistantes, et le roi précise dans le texte que ses successeurs devront poursuivre la voie qu'il a ouverte. Louis XV terminera le cours sur la rive droite, mais celui de la rive gauche ne sera pas achevé avant la Révolution. Louis XIV voulait aussi percer de nouvelles voies à l'intérieur du tissu urbain, mais la monarchie manquait d'outils juridiques et surtout de moyens financiers pour conduire de grandes opérations. Celles-ci se font donc en marge : les Invalides dans la plaine de Grenelle, la Salpêtrière au-delà du faubourg Saint-Marcel, l'Observatoire à l'extrême sud de la ville. Sur la rive droite, deux places royales spectaculaires viennent orner la capitale : la place des Victoires et la place Vendôme, qui restent aujourd'hui parmi ses plus beaux ensembles monumentaux. À cela s'ajoutent les quais, les égouts, les Gobelins, et bien d'autres réalisations. On oublie souvent que Louis XIV a, en réalité, beaucoup fait pour Paris.

Philippe Meyer :

Il faut aussi mentionner ce qu'il a fait pour la tranquillité de la ville, avec la création et la nomination du lieutenant général de police, le premier d'entre eux, Gabriel Nicolas de La Reynie, a d'ailleurs été bien mal récompensé par les

Parisiens, puisqu'il n'a qu'un minuscule bout de rue à son nom ...

Alexandre Gady :

Absolument. Cette innovation s'inscrit dans la fascination du Grand Siècle pour l'Antiquité romaine : on ne se contente pas de construire de beaux monuments, on pratique aussi l'édilité, c'est-à-dire l'art de bien administrer la cité. Le lieutenant général de police, institué en 1666, devient rapidement l'homme fort de Paris. Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, c'est lui qui dirige réellement la ville (bien davantage que le prévôt des marchands, pourtant censé être élu par les corporations, mais dont le nom est toujours connu d'avance). Sous son autorité, on redécoupe la ville en vingt quartiers de police, en 1702, on s'occupe des égouts et surtout de l'éclairage public. Cette nouveauté fascine Madame de Sévigné, qui redoutait jusque-là de sortir le soir par peur des voleurs. Dans les médaillons de la galerie des Glaces à Versailles, au milieu des scènes militaires glorifiant Louis XIV, on trouve d'ailleurs aussi ces thèmes d'édilité : la création des Invalides, l'éclairage des rues de Paris. Désormais, on peut enfin marcher la nuit sans crainte.

Philippe Meyer :

Est-ce à ce moment qu'on numérote les maisons ?

Alexandre Gady :

Pas encore. Cela viendra seulement à la toute fin du XVIIIème siècle. On a essayé, mais c'était trop tôt dans les mentalités. La rationalisation de l'espace public est vraiment une idée des Lumières. C'est le jeune Louis XV qui, en 1728, décide qu'on commencera par nommer les rues et poser des plaques. C'est une petite révolution : jusque-là, on ne se repérait qu'en demandant son chemin de personne en personne. Se déplacer dans une ville sans noms de rues devait être fascinant, mais aussi un peu absurde ...

La première plaque de pierre date donc de 1728. Il en subsiste encore à Paris, très recherchées des collectionneurs, car beaucoup ont disparu avec les démolitions du XXème siècle, sauvées parfois par des brocanteurs. Viendront ensuite les plaques en lave émaillée, d'un très grand raffinement graphique, emblématiques de l'image de Paris — malheureusement, beaucoup sont aujourd'hui endommagées.

Pour les numéros, une première tentative a lieu sous Louis XVI, mais elle échoue : les habitants craignent que ce soit un moyen de mieux les taxer, et on ne peut pas complètement leur donner tort ... Les premiers artisans chargés de peindre les numéros sur les façades se font d'ailleurs chahuter. Il faudra attendre Napoléon pour que tout cela soit mis en ordre. Avec l'Empire, on entre dans une logique rationnelle de numérotation, d'organisation et de repérage de l'espace public.

Philippe Meyer :

À partir de Louis XIV, il n'y a plus d'enceinte intérieure fortifiée. Pourtant, le développement de Paris continue de se faire en cercles concentriques : d'abord les grands boulevards, puis les boulevards des Maréchaux, puis enfin le périphérique. Chaque fois, la limite de la ville recule.

Alexandre Gady :

Oui, et ces deux dernières grandes extensions sont de véritables projets politiques, comme l'avaient été ceux de Philippe Auguste et de Louis XIV. Le premier à y avoir pensé, et qu'on a complètement oublié, c'est Louis XVI. Jusqu'en 1786, il mène un règne très réussi sur le plan urbain, notamment avec un geste décisif : l'agrandissement de Paris. La ville s'était arrêtée aux boulevards tracés par Louis XIV. En 1784, Louis XVI décide d'étendre son périmètre, sur la base du plan dressé par Edme Verniquet, architecte bourguignon. Ce plan, d'une précision remarquable grâce aux progrès de la

trigonométrie et des relevés topographiques, servira plus tard de référence à Napoléon III et à Haussmann. Cet agrandissement correspond à ce qu'on appelait alors les boulevards extérieurs — nos actuelles lignes 2 et 6 du métro. Louis XVI ne construit pas une enceinte *militaire*, mais une enceinte *fiscale* : il s'agit de mieux percevoir l'octroi, cet impôt qui alimente notamment les hôpitaux, et qui ne sera supprimé qu'en 1942. Ce mur de pierres, très beau en soi, suscite pourtant l'impopularité du roi : « *le mur murant Paris rend Paris murmurant.* » Mais son ambition n'était pas seulement fiscale : il voulait aussi offrir à la capitale une parure monumentale. Il confie à l'architecte Claude-Nicolas Ledoux la conception des portes d'entrée de la ville, qu'il transforme en propylées à l'antique. Ces fameuses barrières de Paris, inspirées de Palladio, parsemaient alors la campagne : il en reste quatre — la rotonde de la Villette, devenue lieu culturel, la barrière de Denfert-Rochereau avec le musée de la Libération et l'entrée des catacombes, les deux pavillons de la place de la Nation, et celle du parc Monceau.

Louis XVI, fidèle à la logique de « prendre au large », englobe ainsi de vastes terrains encore vides, qui formeront plus tard les arrondissements jusqu'au XII^{ème}. C'est un geste urbanistique majeur : une rationalisation du territoire, un agrandissement et un embellissement de Paris. Il faut y ajouter un autre apport méconnu : les lettres royales de 1784, qui amorcent une réflexion sur l'élargissement des rues et sur le rapport entre la hauteur des maisons et leur largeur — ce qu'on appellera plus tard le prospect. L'idée que des rues étroites ne doivent pas être bordées de bâtiments trop hauts paraît évidente aujourd'hui, mais elle marque à l'époque une rupture : l'État commence à réguler l'espace urbain dans un souci d'hygiène et de lumière. C'est aussi sous son règne qu'on retire les cimetières de l'intérieur de Paris. Louis XVI ordonne le transfert des ossements du cimetière des Innocents vers les anciennes carrières, donnant naissance aux catacombes. Ce geste, mal perçu par le clergé, est symboliquement fort : il marque la sortie des morts de la ville des vivants.

Plusieurs écrivains y verront une rupture historique — Philippe Muray dans *Le XIXème siècle à travers les âges*, ou Süskind dans *Le Parfum*. Ce moment est essentiel dans l'histoire de Paris. Malgré la Révolution qui efface son œuvre, Louis XVI a profondément transformé la capitale. Il la connaît mal, il y vient peu, mais il a su, comme Louis XIV avant lui, y laisser une empreinte durable.

Philippe Meyer :

Entre Louis XVI et Napoléon, il y a peu de réformes parisiennes pendant la Révolution, mais l'intérêt de Bonaparte pour Paris se traduit par plusieurs réalisations. On cite souvent la Rue de Rivoli.

Alexandre Gady :

Oui, la rue de Rivoli est le premier grand percement, spectaculaire et monumental, bordant le jardin des Tuileries et le palais où Napoléon s'installe dès le Consulat. Mais il faut rappeler que la Révolution a représenté un immense gâchis pour Paris : la nationalisation des biens du clergé avait mis entre les mains de l'État près d'un cinquième du sol de la capitale, et pourtant, rien n'a été vraiment fait. Certes, en période de guerre civile et de guerre extérieure, on a d'autres préoccupations que l'urbanisme, qui exige du temps, de la stabilité et beaucoup d'argent. Il existe bien un « plan des artistes », esquissé à partir du plan de Verniquet, imaginant de nouveaux percements — la rue de Rivoli, l'avenue de l'Observatoire — mais c'est davantage une réflexion esthétique qu'un projet fonctionnel : on cherche la perspective, la beauté, plus que la commodité. On détruit aussi plusieurs églises, allégeant la présence religieuse dans la ville. Faute de moyens, l'État revend les biens nationaux, et l'initiative privée reprend la main.

Napoléon entend rompre avec cette inertie. Il entreprend des travaux de glorification — l'église de la Madeleine, la colonne Vendôme, l'Arc de Triomphe —, parfois magnifiques, parfois écrasants. Mais il faut lui reconnaître une vraie

politique d'édilité : amélioration des égouts, canal de l'Ourcq, création de fontaines, même si Paris manque encore d'eau. Voltaire s'en moquait déjà à propos de la fontaine de Grenelle : « *beaucoup d'architecture, peu d'eau* ». Napoléon s'intéresse aussi aux marchés publics, comme celui de Saint-Germain, dont le bâtiment a survécu, reconstruit plus tard. Mais quinze années de guerre contre l'Europe entière ne favorisent pas l'aménagement urbain. L'énergie napoléonienne, entravée par la guerre et la ruine du pays, laisse un creux dans l'histoire de Paris. C'est ce vide que combleront la Restauration et la Monarchie de Juillet.

Longtemps, l'historiographie a été paresseuse, présentant Haussmann comme surgissant d'un désert, une ville décrépite, telle que celle peinte par Balzac. C'est faux. Les années 1820-1840 sont au contraire d'une grande richesse intellectuelle. Faute d'argent, on y réfléchit beaucoup, on publie, on débat. Des préfets remarquables préparent le terrain : Chabrol de Volvic, polytechnicien, fondateur de la statistique administrative ; et surtout Rambuteau, « papa Rambuteau », préfet aimé des Parisiens, dont le peuple accompagna le déménagement en 1848 sans rien casser. Sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, une idée mûrit : élargir les rues ne suffit pas, il faut percer. Ce concept du percement, apparu dans les années 1840, vise à redynamiser le vieux centre et à l'adapter aux besoins modernes. On peut y lire une logique économique : les propriétaires des vieux immeubles insalubres ont intérêt à l'expropriation, d'autant que la loi de 1841 leur est très favorable. Ainsi, l'idée qu'il faut détruire et reconstruire le centre de Paris s'impose. Mais cela exige une autorité forte. Ce sera celle du Second Empire : pas de contestation, discipline absolue. Et pour exécuter le programme, un homme efficace mais sans génie, et même un véritable butor : Haussmann.

Philippe Meyer :

Vous avez évoqué la manière dont les écrivains romantiques ont noirci l'image de

la capitale et décrit ses conditions de vie misérables. C'est une constante : on parle toujours du manque de lumière, d'aération, de l'excès de population, du sous-équipement des immeubles. Mais il faut bien reconnaître que, dans beaucoup de quartiers, c'était vrai. Le Marais en est un bon exemple : il deviendra ce lieu d'accueil de tous les réfugiés et persécutés d'Europe centrale, qui s'y installeront, détruiront et reconstruiront à la hâte pour y trouver à la fois un logement et un lieu de travail. C'est d'ailleurs sur cet état de dégradation que Voisin et Le Corbusier s'appuieront, dans l'entre-deux-guerres, pour justifier leur plan : raser le Marais, entre autres, et y construire des sortes de petites Sarcelles.

Je me souviens que, lorsque j'ai commencé à travailler comme chercheur dans un centre de psychiatrie du XIII^{ème} arrondissement, on m'avait demandé de dresser l'inventaire des conditions de vie de la population du secteur. À l'époque, les deux tiers des logements n'avaient qu'un point d'eau. Beaucoup étaient si exigus que, dans les familles, personne n'avait d'espace à soi : une seule pièce servait de salle à manger, de chambre, de tout. Les écrivains ont sans doute noirci le tableau, mais la misère urbaine était bien réelle.

Alexandre Gady :

Vous avez raison. D'abord, cette histoire du point d'eau est juste. Tous ceux qui ont connu les immeubles vétustes du centre de Paris, comme moi dans les années 1980 quand je travaillais dans le Marais, ont vu des situations assez baroques, très éloignées de nos standards actuels, mais typiques d'une grande partie du parc de logements français de l'époque. Il suffisait d'aller dans certaines villes de province pour constater les mêmes conditions, parfois encore visibles aujourd'hui dans des coins reculés. Je faisais surtout allusion à la littérature. Elle ne ment pas, vous avez raison, mais elle ne dit pas toute la vérité non plus. Il y a eu, bien sûr, les épidémies de choléra — celle de 1832, puis celle de 1854 au début du Second Empire — qui traduisent une réelle pathologie urbaine. Mais

l'historiographie parisienne s'est trop appuyée sur ces sources littéraires, les prenant comme preuve de la misère, puisque « *même les écrivains en parlaient* ». C'est là, je crois, qu'il faut être prudent.

Il suffit d'observer le Paris de 1840 dans la ville d'aujourd'hui. J'habite la Nouvelle-Athènes, dans le neuvième arrondissement : un quartier constitué aux deux tiers à cette époque. Les immeubles ont été modernisés, quelques constructions récentes se sont ajoutées, mais la différence reste infime. Dans le centre, beaucoup a été démoli sous Napoléon III, puis pendant les Trente Glorieuses, mais une grande partie du tissu urbain actuel remonte encore au XVIIème, au XVIIIème ou au début du XIXème siècle. Je voulais simplement rappeler, peut-être par provocation, qu'il est trop facile de prendre la noirceur littéraire pour une réalité totale et de s'en servir pour justifier les grands travaux. Les choses sont plus complexes : sous le Second Empire, il y a aussi une prise de pouvoir politique, une remilitarisation de la ville. Et la preuve, c'est qu'Hausmann et Napoléon III ne règlent pas la question de l'insalubrité. Ils la repoussent simplement. Elle réapparaît dans les années 1930 avec les fameux « îlots insalubres » qui préoccupent alors l'administration, et avec la zone *non aedificandi* — ces 5000 parcelles de cabanes qui formaient le plus grand bidonville encerclant une capitale mondiale, rasé entre 1942 et 1973 pour laisser place au boulevard périphérique et à ses annexes.

Philippe Meyer :

Nous n'avons pas encore évoqué le caractère ridiculement petit de la superficie de Paris, y compris aujourd'hui, et même après les annexions.

Alexandre Gady :

Quand je disais « grande », c'était effectivement en parlant de sa réputation, pas de sa taille. Après l'opération de Louis XVI, il y a eu celle de Napoléon III, en 1860, qui a procédé à un nouvel agrandissement. Il s'est appuyé sur une

enceinte militaire construite entre-temps par Louis-Philippe, située au-delà de Paris. Napoléon III a donc fait coïncider la carte administrative et la carte militaire, ce qui, au fond, était logique, même si l'opération n'a pas la puissance conceptuelle de celles de Philippe Auguste, de Louis XIV ou de Louis XVI. Cette extension donne à Paris sa forme actuelle — cette forme de cerveau, comme l'a dit un poète — et sa superficie inchangée depuis 1860. C'est une singularité : aucune autre grande capitale occidentale n'est restée figée ainsi. Berlin est devenu « Grand Berlin » bien plus tôt, Londres « Grand Londres » également. Ce qu'on appelle aujourd'hui le Grand Paris a pourtant une première maturation intellectuelle dès les années 1920-1930, passionnante et méconnue. Le département de la Seine, à l'époque, sauve le parc de Sceaux pour en faire l'un des futurs grands parcs du Grand Paris, un « jardin des pauvres gens », destiné à offrir de la verdure à une Île-de-France qu'on imaginait déjà entièrement bâtie et industrialisée.

Le Grand Paris ressurgit au début du XXI^{ème} siècle, avec le projet lancé par le président élu en 2007. Il se concrétise aujourd'hui sous nos yeux avec les nouvelles lignes de métro. Pour une fois, on peut se réjouir de voir nos impôts bien utilisés : les gares confiées à de grands architectes, les œuvres d'art qui les accompagnent, et surtout, la transformation profonde qu'elles vont opérer dans l'histoire de l'Île-de-France. Ce réseau changera tout. Le RER traversait Paris, mais les lignes 15, 16, 17 et 18 permettent désormais de contourner la capitale. Pascal Bruckner avait écrit, à propos de Châtelet-Les Halles, que c'était le lieu où l'on pouvait « *passer sans s'arrêter* » ; désormais, on pourra passer sans même y entrer. Cela va modifier en profondeur le rapport entre Paris et sa périphérie, mais aussi celui des Parisiens avec l'extérieur. Car on le sait bien : pour un Parisien, franchir le périphérique reste un acte presque traumatique. Cette fois, les choses vont vraiment changer.

Philippe Meyer :

Il faut ajouter que beaucoup de banlieues ont longtemps servi de débarras à Paris. On y a relégué les pauvres, en y construisant des logements à bas coût, et on y a transféré les activités industrielles polluantes ou indésirables. Mais il faut se souvenir que ces activités ont perduré dans Paris même bien plus longtemps qu'on ne le pense. Panhard n'a quitté le XIIIème arrondissement qu'en 1968, alors que son usine se trouvait place d'Italie. À la fin des années 1960, les raffineries Say fonctionnaient encore place de Rungis, dans le sud du même arrondissement. La disparition complète de l'industrie du territoire parisien est donc un phénomène très récent. Certains, encore aujourd'hui, ont connu ce Paris industriel. Mais nous avons sauté Haussmann, pour lequel, je crois, vous avez une tendresse ... que nos auditeurs vont bientôt pouvoir constater.

Alexandre Gady :

J'ai beaucoup travaillé sur Haussmann. C'est un personnage fascinant, central, et il se passe avec lui quelque chose d'important. Mais, à force de l'étudier, je me suis progressivement détaché de l'admiration un peu pavlovienne dont il fait l'objet, en observant de plus près son fonctionnement et la manière dont l'historiographie l'a façonné.

Haussmann a d'abord eu beaucoup de chance. La première, c'est que son maître, Napoléon III, a été renversé par la République, qui a fait de lui une figure honnie. En effaçant Napoléon III, on pouvait mieux glorifier son exécutant. C'est un phénomène classique : Colbert a éclipsé Louis XIV, Richelieu Louis XIII. L'historiographie républicaine a diabolisé Napoléon III jusqu'à Philippe Séguin, mais elle a épargné Haussmann, qui tiendrait pourtant aujourd'hui des positions très droitières. Dans les années 1920, un maire socialiste, André Morizet publie même un livre pour dire qu'Haussmann, c'est formidable. Il admire son efficacité, sa capacité à « avancer et tracer des rues ». C'est déjà révélateur.

Deuxième coup de chance : Haussmann a publié ses mémoires de son vivant (en 1891), alors que tous les autres acteurs étaient morts. Personne ne pouvait

plus le contredire. Évidemment, il y raconte qu'il a été l'homme providentiel sans qui rien n'aurait été fait. Il raccourcit, il invente, et il ment même à plusieurs reprises. On l'a découvert grâce à des archives retrouvées à la fin des années 1990 : celles d'une famille qui avait conservé les papiers d'un personnage oublié, le comte Siméon, nommé par Napoléon III pour transformer Paris avant Haussmann.

En étudiant les décennies 1830 à 1850, riches en projets de réforme urbaine — sur les percements, les expropriations, les financements — on voit que tout était déjà en gestation. Louis-Napoléon Bonaparte, avant l'Empire, alors qu'il est encore président, y réfléchit activement. La chronologie a donc changé : tout commence non en 1853, comme on l'a longtemps dit, mais vers 1849-1850, sous la Deuxième République. Un chercheur américain, Pinkney, l'a montré dès 1953 : c'est Napoléon III, pas Haussmann, qu'il faut considérer comme le véritable initiateur du Paris moderne. Et derrière lui, une équipe d'esprits brillants, dont le comte de Persigny, inventeur du système financier et juridique qui rendra la transformation possible. C'est lui qui, sur ordre de Napoléon III, cherche l'homme d'exécution. Il trouve le préfet de Bordeaux, Haussmann, et le décrit ainsi :

« vulgaire, ne parlant que de lui, un vrai butor. » Parfait, conclut-il, *« c'est exactement ce qu'il faut pour effrayer les bourgeois louis-philippards de Paris. »*

Avant lui, le comte Siméon avait élaboré des plans d'embellissement, non de modernisation : percements, harmonisation des rues, projets souvent plus intelligents que ceux qu'Haussmann mènera. Mais Haussmann évince peu à peu les architectes au profit des ingénieurs, et l'esthétique au profit de la technique. L'administration, la politique, la gestion militaire remplacent la réflexion sur la beauté urbaine. C'est une rupture majeure : la modernisation prend le pas sur l'embellissement.

Ce basculement, ce traumatisme, la photographie l'a révélé. Haussmann lui-même commande une campagne de clichés « avant/après », pour montrer l'horreur passée et le chef-d'œuvre achevé. Ironie du sort : les images de l'ancien

Paris, réalisées par Charles Marville pour la préfecture, sont devenues les plus émouvantes, celles qui nourrissent la nostalgie. On connaît aujourd'hui le Paris d'Hausmann en marchant dans ses rues, mais c'est celui d'avant, figé par Marville puis Atget, qui continue de faire rêver. C'est en voyageant à l'étranger qu'on mesure la chance que nous avons. Il y a quelques années, j'ai participé à un colloque à Berlin, à la *Technische Universität*, sur les transformations contemporaines de Paris et du Grand Berlin de Guillaume II. Mes collègues allemands ouvraient de grands yeux à mesure que je projetais les clichés de Marville : ils n'avaient absolument pas d'équivalent. Cela montre qu'en France, le sentiment de perte est apparu très tôt. C'est lui qui a conduit à la création des sociétés d'amis des monuments parisiens, puis de la Commission du Vieux Paris, fondée en 1898. L'idée était déjà de considérer Paris comme un trésor patrimonial et de veiller à ne pas trop malmener la vieille dame. Hausmann lui-même en avait conscience, puisqu'il passait son temps à démolir en douce des bâtiments qu'on lui avait interdits de toucher. C'est d'ailleurs Napoléon III qui a dû l'arrêter à plusieurs reprises. Il lui a notamment interdit d'élargir le quai de Conti en détruisant la bibliothèque Mazarin et le pavillon qui lui fait face, l'un des monuments majeurs de l'architecture française du XVII^{ème} siècle. Hausmann n'avait aucune sensibilité artistique et agissait avec une brutalité administrative totale. Napoléon III a dû plusieurs fois freiner ses ardeurs, avant de le renvoyer en 1870, mais pour des raisons avant tout politiques, liées à des élections perdues.

Ce « moment hausmannien » mérite donc d'être regardé différemment. On lit souvent qu'Hausmann a créé tous les parcs de Paris — en réalité, il en a détruit plus qu'il n'en a aménagé. Des historiens avaient déjà fait la balance dès les années 1930, mais c'est peu connu. On lui attribue aussi la construction de 80.000 immeubles, alors que Paris compte le même nombre de parcelles : l'idée est absurde. Hausmann n'a rien construit lui-même ; en bon préfet, il a fait tracer des rues, puis vendu les terrains aux promoteurs.

Il y a donc eu une sorte de mythe du surhomme, d'un Haussmann visionnaire qui aurait, à lui seul, fait basculer Paris dans la modernité. C'est séduisant sur le plan symbolique, mais historiquement, il faut regarder les choses avec un peu plus de rigueur.

Philippe Meyer :

La transformation haussmannienne de Paris n'a pas été menée à terme. Où s'est-elle arrêtée ? Qu'est-ce qui n'a pas pu être achevé, à cause de la guerre et du paiement des cinq milliards de francs-or exigés par les Prussiens ?

Alexandre Gady :

C'est une question passionnante. On a longtemps répété qu'Haussmann avait « tracé toutes les rues de Paris ». Or, quand on s'y promène, on découvre quantité d'immeubles datés de 1880 ou 1890. En réalité, il faut distinguer trois niveaux dans l'haussmannisme.

Le premier, ce sont les réalisations menées intégralement de son vivant, à l'époque de sa splendeur. Le boulevard de Sébastopol, par exemple, prévu avant lui mais exécuté sous sa direction, relie la Seine au boulevard du cours de Louis XIV. Le boulevard Saint-Michel, également entièrement réalisé sous le Second Empire, avec des destructions massives, constitue le grand axe nord-sud, le nouveau cardo romain. Voilà du pur Haussmann.

Le deuxième type, ce sont les percements qu'il a initiés mais qui ont été achevés sous la Troisième République, souvent par nécessité. Une fois un quartier rasé et une rue à moitié ouverte, il fallait bien terminer. L'avenue de l'Opéra en est un exemple : deux tronçons seulement avaient été réalisés du vivant du préfet.

Enfin, il y a la troisième catégorie, la plus fascinante : les voies jamais réalisées.

En consultant les plans conservés autrefois dans les services techniques de la mairie, au centre Morland, on découvre des projets restés à l'état d'ébauche. Et certains font froid dans le dos. Contrairement à ce qu'on dit parfois, Haussmann

n'a pas « sauvé » le Marais : il n'a simplement pas eu le temps de le détruire. Parmi ces projets abandonnés, le plus spectaculaire est celui de la rue de Solferino, aujourd'hui limitée à un petit tronçon entre la Seine et le boulevard Saint-Germain. Elle devait se prolonger jusqu'à Montparnasse. Sur son tracé projeté se trouvait notamment l'hôtel de Matignon, que l'on comptait exproprier — un grand jardin permettant de percer une nouvelle voie avec des immeubles de part et d'autre. L'haussmannisme est donc un chantier inachevé. Comme le disait André Chastel, on l'a aimé jusqu'à plus soif parce qu'on a poursuivi son œuvre aussi longtemps que possible. L'exemple le plus célèbre de cet inachèvement est la rue de Rennes, qui devait rejoindre la Seine. Elle commence aujourd'hui au numéro 44, mais le numéro 2 aurait dû se situer à la place de la Monnaie, ou entre celle-ci et l'Institut. On imagine ce qu'il serait resté de ces monuments ... Autre projet abandonné : la prolongation de la rue Étienne-Marcel, censée traverser le Marais. C'est là que, pour la première fois, l'administration comprend que l'haussmannisation ne peut plus aller plus loin. Le sentiment patrimonial s'est installé : les Parisiens disent « stop ». La société civile, les écrivains, les architectes, les poètes reprennent la main et mettent fin à la logique du grand percement. C'est à ce moment-là, dans les arrière-cours du VI^{ème} arrondissement et du Marais, que Paris entre dans une nouvelle ère.

Philippe Meyer :

Alexandre Gady, je vous propose que nous marquions une pause, histoire de reprendre des forces, avant de repartir avec vous sur les progrès de l'historiographie, l'essor des études littéraires et sociologiques consacrées à Paris, et quelques thèmes qu'on pourrait aborder ensemble — par exemple, sans vouloir offenser personne, les églises et le métro.

PARIS ET SON HISTOIRE : DEUXIÈME PARTIE

Introduction

Philippe Meyer :

Nous avons parlé de Paris dans notre premier entretien, du XII^{ème} siècle jusqu'à Haussmann, et nous nous étions arrêtés alors qu'Alexandre Gady replaçait Haussmann à ce qu'il juge être sa juste place, beaucoup moins centrale que ne le veut la légende. Dans cette période, y a-t-il des oubliés, vous en avez déjà évoqué quelques-uns, mais que la gloire excessive de Haussmann aurait éclipsés ?

Alexandre Gady :

Il y a effectivement toute une équipe autour de Napoléon III. Je mentionnais le comte Siméon pour les embellissements et Persigny pour la méthode. On trouve aussi des personnages très attachants, les frères Félix et Louis Lazare, auteurs d'un dictionnaire historique et administratif des rues de Paris, ancêtre de celui que Jacques Hillairet publiera plus tard aux éditions de Minuit. Politiquement, ils appartiennent plutôt à l'équipe précédente : ce sont des orléanistes, pour qui Louis-Philippe n'était pas si mal. L'un travaille dans l'administration, tout près d'Haussmann, et l'autre dirige la Revue municipale, organe des années 1830-1840 qui publie projets et articles sur la capitale. À l'occasion des travaux lancés par Napoléon III, cette revue rend compte des débats, donne la parole à ceux qui proposent d'autres tracés ou insistent sur l'importance de relier certains quartiers pour le commerce. Une source extraordinairement riche, aujourd'hui fantastique pour l'historien.

Mais à mesure que le Second Empire se rigidifie et qu'Hausmann ne supporte plus la moindre remarque, la revue se retrouve en difficulté. Pour contourner la censure, elle invente alors de faux textes historiques pour critiquer Napoléon III et Hausmann sans le dire. Une de leurs trouvailles est par exemple une lettre apocryphe d'Henri IV à Sully : « *attention, quand on fait des grands travaux, il ne faut pas séparer les dodus des maigres.* » On y voit poindre la dénonciation du système qui exclut les pauvres du centre de Paris. Hausmann est d'ailleurs l'auteur d'une phrase peu connue : « *je souhaite qu'il n'y ait plus un ouvrier et un pauvre dans Paris..* » Le percement des voies augmente les prix des terrains, encourage la construction d'immeubles en pierre, soutenue par une administration qui va très loin dans la caporalisation de l'architecture. Elle glisse dans les actes de vente des terrains viabilisés des consignes sur les matériaux et les décors. Une façade en plâtre toute plate n'est pas autorisée. C'est en fait une violation de la loi, mais tout le monde obéit, ce qui explique l'homogénéité des avenues haussmanniennes.

La Revue municipale continuait ainsi ses coups d'épingle à travers ses textes historiques inventés, jusqu'au jour où un membre de l'Institut, très honorable, qui éditait la correspondance d'Henri IV, demanda à voir l'original de la lettre des dodus et des maigres. Le pot aux roses fut découvert et la revue supprimée. On ne plaisante pas avec la censure. Voilà quelques figures très attachantes de cette période, qui avaient disparu dans l'ombre de la statue du commandeur dont nous parlions. Elles sont revenues récemment : le dictionnaire a été republié et Michel Fleury s'en était inquiété, car il restait une famille, des héritiers, des archives. Tout ce petit monde faisait partie de ce paysage oublié.

Philippe Meyer :

Une fois Haussmann disparu, on construit en achevant son plan, puisqu'il a dû s'arrêter. Dans beaucoup de capitales, et pas seulement européennes, c'est aussi le moment où l'on creuse des métros. Mais à Paris, non.

Alexandre Gady :

Haussmann est très peu convaincu par le métro. C'est un homme tourné vers le passé, fasciné par Colbert, les grands percements, tout ce qui vient de la Renaissance. Le métro, nous le ratons : les Anglais, eux, tirent les premiers. L'historiographie montre d'ailleurs qu'ils ont été piqués par ce qui se passe à Paris sous Napoléon III et ont pris conscience du retard de Londres. Les travaux de Napoléon III stimulent plusieurs capitales européennes, dont les Anglais qui, comme souvent, se montrent un peu plus malins que nous : ils construisent un métro très tôt. Nous, nous pataugeons, même si la création du métro est facilitée par le passage sous les voies haussmanniennes : il est plus simple de décaisser une rue que de traverser un quartier en profondeur. Le métro parisien est réellement construit à partir de 1898-1899, en vue de l'Exposition universelle, avec la fameuse ligne 1, porte de Vincennes – porte Maillot. Et, fidèle à la tradition d'hypercentralisation, le réseau s'arrête alors pile aux portes de Paris, sans desservir l'extérieur de l'enceinte (qui deviendra plus tard le périphérique). Le métro change l'histoire de la ville : il rend possible la survie de l'haussmannisme. Les avenues percées par Haussmann sont belles, larges, plantées d'arbres, bordées de façades en pierre. Elles paraissent très généreuses comparées au vieux Paris, mais avec l'explosion de la voiture hippomobile puis de l'automobile, dès les années 1920-1930, des critiques, dont Le Corbusier, affirment : « *c'est joli, mais c'est une petite ville bourgeoise, ce*

n'est pas la modernité. » Le métro, en absorbant une partie du trafic en sous-sol, allège la surface et permet à l'ensemble de tenir. Malgré les critiques très violentes de Le Corbusier, à qui Gabriel Voisin propose un terrain de jeu correspondant à une partie du centre de Paris et du Marais pour imaginer une ville idéale de tours et de barres, cela ne reste qu'au stade de maquettes. Maquettes qui provoquent un émoi extraordinaire en 1925. Le Corbusier, très habile et provocateur, appuie sur la plaie : « *regardez la honte de cette ville insalubre.* » Il y a une part d'exagération, mais la ville s'est dégradée. On imagine mal aujourd'hui ce que signifiait un Paris de 3.300.000 habitants dans les années 1920 : alors qu'à 2,2 millions, avec les touristes en plus, nous nous gêrons déjà beaucoup. Avec une telle densité, cela devait être terrible.

Les îlots insalubres n'ont pas pu être traités : la Première Guerre mondiale a laissé des conséquences économiques et sanitaires lourdes. Paris, dans les années 1930, est une ville malade. S'engage alors un affrontement passionnant dans l'urbanisme parisien : d'un côté, ceux qui veulent raser et passer à une dimension nouvelle, celle de la ville du XXème siècle, l'homme nouveau, et Le Corbusier, qui réclame soleil et air pour contrer les rues sombres, l'encombrement automobile, la pollution des usines. Paris est encore une grande ville industrielle, des années 1840 aux années 1960-1970 : beaucoup de cheminées, beaucoup de fumée, ces monuments tout noirs que Malraux voudra laver. C'est symboliquement une page qui se tourne : les usines partent, remplacées par des parcs. Panhard, Citroën devenu un grand parc, et, plus cruellement pour certains, la halle aux vins transformée en université ou en jardin à Bercy.

En face, l'administration, tétanisée dans son haussmannisme petit-bourgeois, répète : « *laissez-nous finir, tout ira bien* ». Et les défenseurs du vieux Paris, renforcés depuis qu'ils ont empêché certaines démolitions, affirment que la modernisation doit se faire hors du centre, qui ne sera jamais modernisé. C'est le même raisonnement que tient alors Albert Laprade, qui travaille au Maroc : on ne

démolit pas les villes arabes, on les complète par une ville occidentale reliée par une grande avenue, et chacun se développe. Cette pensée urbaine est arrêtée net par la Deuxième Guerre mondiale. Les grands projets des années 1930, la crise du logement, les travaux tentés par le gouvernement : tout cela forme une période confuse mais passionnante, qui a donné des monuments majeurs. Je pense notamment, plus que le Trocadéro, au Palais d'Iéna de Perret, monument sublime, aujourd'hui utilisé de manière peu conforme puisqu'il était destiné au musée des Travaux publics. La France, pourtant dotée d'une grande tradition de travaux publics, n'a plus de musée équivalent depuis son remplacement par le Conseil économique et social en 1959.

Les années 1930 sont aussi une période d'occasions manquées pour les premières réflexions sur le Grand Paris : sortir de l'enfermement de l'enceinte des maréchaux, démolie en 1920. On choisit de la remplacer non par une ceinture verte, qui faisait rêver poètes et citoyens, mais par une autoroute urbaine : le boulevard périphérique, dont nous avons encore tant de mal à sortir.

Philippe Meyer :

Il sera achevé en 1973, et inauguré par Georges Pompidou. Ceux qui n'ont pas connu Paris avant le boulevard périphérique n'ont pas tout à fait tout vu. Si je reviens aux transformations successives, la guerre de 1940 empêche un certain nombre d'opérations, comme l'avaient fait celle de 1914 et celle de 1870, ou leurs conséquences.

L'après-guerre est marquée, partout en France et à Paris, par une crise du logement considérable : il n'est pas question de démolir. On ne parvient déjà pas à se loger ; si, en plus, on détruit ce qui reste ... Les grandes opérations de démolition et de construction viendront plus tard, sous Jacques Chirac. Mais avant cela, il y a eu une transformation politique et juridique : la décision de Valéry Giscard d'Estaing de doter Paris d'un maire. N'est-ce pas une occasion manquée de donner à cette ville une véritable autonomie ? La préfecture de la

Seine change simplement de nom, devient mairie de Paris et continue de fonctionner comme auparavant, sans que l'on repense son organisation en fonction des besoins réels de la ville.

Alexandre Gady :

C'est vrai que, dans les constantes parisiennes que nous avons essayé de dégager – capitale de l'esprit, capitale du luxe, petite ville qui n'arrive pas à s'étendre, hypercentralisation permanente – on retrouve toujours cette même logique. Le plus amusant étant ces administrations, jadis toutes concentrées dans une rue du cinquième arrondissement, envoyées en déconcentration pour finir ... dans le quinzième, ou parfois du quinzième au quatrième. On voit combien les élites françaises, très conservatrices, restent installées dans les cinq premiers arrondissements et n'en sortent guère. Et puis, il y a cette autre constante : l'absence d'espaces verts, qui fait de Paris la grande capitale la moins verte.

S'ajoute la question politique. Paris a toujours été la capitale du roi, plus que celle de l'évêque ou d'un seigneur local. Le rapport du pouvoir à la ville est extraordinairement complexe, et conflictuel depuis l'origine, parce que Paris a été, sous Philippe Auguste, la ville la plus peuplée du monde – ce qui paraît incroyable aujourd'hui – et le restera jusqu'à ce que Londres la dépasse au XVIIIème siècle. Une ville si dense effraie : quand sa population descend dans la rue, elle peut renverser un régime. La monarchie réfléchit donc très tôt à la possibilité de s'éloigner de Paris. On pense toujours à Louis XIV, mais c'est d'abord Charles V avec Vincennes, qui n'est pas seulement un château : une sorte de ville fortifiée, avec ses « ministères » dans les grandes tours et le donjon sur un côté. Charles V se souvenait du meurtre des maréchaux sous ses yeux à l'époque d'Étienne Marcel. L'idée de prendre de la distance n'était pas absurde, et Louis XIV ira au bout de cette logique, avec les conséquences que l'on sait lors du retour du roi à Paris.

Il y a aussi la question du contrôle. Nous évoquons le lieutenant général de police : l'œil du roi sur la ville. Une des raisons de la Révolution est d'ailleurs la nullité du lieutenant général sous Louis XVI, incapable de voir ce qui se passe réellement et d'en alerter le roi. C'est pourquoi Napoléon ne donne pas à Paris un statut particulier, et la République non plus après 1870 : la ville conserve un statut extraordinaire avec un préfet qui la gouverne, tandis que les élus des arrondissements restent décoratifs. Le Conseil de Paris est en réalité tenu par un préfet doté d'un rang de super-ministre, dont l'autorité survit vaguement aujourd'hui dans la figure du préfet de police, lui aussi création de Napoléon Ier. Ces deux préfets tiennent la ville.

L'idée de modifier ce système est très démocratique et correspond à l'enthousiasme du jeune président intelligent qu'était Giscard d'Estaing. Elle était très attendue : pourquoi vivre dans la capitale politique de la France sans pouvoir élire son maire ? Mais cette réforme amène des difficultés sous-estimées, révélées immédiatement. D'abord, le candidat du président est battu à plates coutures par le jeune Jacques Chirac, qui se sert de la mairie comme d'une machine de guerre pour conquérir l'Élysée : d'abord éjecter Giscard, ce qu'il réussit brillamment en 1981, puis atteindre l'Élysée en 1995.

C'est la thèse de Jean Tulard : Paris devient un bastion politique servant à conquérir le pouvoir. Ce n'a pas été la réalité pour Mitterrand, Sarkozy, Hollande, Tiberi ou l'actuel Jupiter, mais cela crée une figure particulière : à cause de l'histoire et du rayonnement de Paris, un responsable politique, parfois de moyenne envergure, peut briller plus qu'il ne le ferait ailleurs. Paris n'a pas produit de très grands personnages politiques, parce que les personnalités exceptionnelles traversent la rue – comme disait l'autre – pour aller du côté de l'État, dans les ministères et les grands postes.

Il y a ensuite une deuxième couche : à partir de 1977, avec l'élection de Jacques Chirac, et surtout après les lois de décentralisation de 1982 (Mitterrand-Defferre), les permis de construire passent des préfets aux maires. Le maire de Paris

devient alors un acteur majeur de l'urbanisme, dans un jeu à plusieurs composantes : le préfet, les électeurs, le maire et le marché. Ce qui avait été le gaullisme ou le pompidolisme immobilier – avec ses affaires et beaucoup d'argent sous la ville – devient plus diffus et plus complexe. La ville connaît alors des transformations parfois malheureuses : on ne peut pas empêcher la métamorphose urbaine, les travaux, la spéculation. Chirac n'est pas un spécialiste de l'histoire de Paris ni de l'architecture. Il déclare au début de son mandat : pas de pastiches. Il annule le projet de Ricardo Bofill aux Halles, très colonnes grecques. À part cela, il n'existe pas vraiment de style Chirac. Ce n'est pas une période très convaincante sur le plan architectural. Peut-être faut-il lui rendre hommage pour la création de grands parcs : Citroën, Bercy. Et si l'on regarde l'histoire de Paris, la ville a aujourd'hui moins besoin d'architecture que d'espaces verts. C'est une constante, renforcée par la destruction des grands couvents et de leurs jardins pendant la Révolution, puis par l'haussmannisation : Paris est une ville peu verte. Pour présenter des chiffres « acceptables », on compte même les arbres d'alignement dans les espaces verts. Il suffit de prendre de la hauteur ou de se promener à Berlin, Rome, Londres : en revenant à Paris, on est frappé par la densité, la minéralité. Nous évoquons le 9ème arrondissement, la Nouvelle Athènes : là, la main invisible a construit sans relâche. Le jardin en ville, le parc en ville, la nature en ville ne peuvent être que des interventions publiques, car sinon, tout est toujours grignoté. Et c'est pourquoi on est choqué lorsque les pouvoirs publics eux-mêmes grignotent des jardins pour construire des équipements : le scandale du merveilleux jardin des Serres d'Auteuil, sacrifié pour agrandir Roland-Garros il y a une dizaine d'années, en est un exemple.

L'élection du maire de Paris a changé l'histoire de la ville, mais ce n'est peut-être pas un facteur aussi décisif que d'autres, comme le surtourisme ou l'aplatissement du commerce, remplacé par les chaînes et les grands groupes. Sur ce point-là, j'ai aujourd'hui moins de certitudes.

Philippe Meyer :

Quand on évoque la période où Paris a été doté d'un maire, on se situe dans un moment dominé par une idéologie très moderniste, celle de Pompidou. C'est Pompidou qui fait revenir Boulez de Baden-Baden, qui accroche Soulages et Mathieu à l'Élysée, et qui décide la démolition des Halles.

Il y a là deux points que nous pourrions encore aborder : la démolition des pavillons de Baltard et ses conséquences, et la transformation actuelle de la ville, qui passe d'un système où la très grande majorité des activités commerciales s'adressaient aux habitants, à une situation où elles s'orientent vers une clientèle de touristes, donc de passagers. Commençons par la destruction des pavillons de Baltard.

Alexandre Gady :

Un crime absolu. Il faut relire le merveilleux livre de Louis Chevalier, *L'Assassinat de Paris*. Chevalier était condisciple en khâgne de Pompidou et il montre comment celui-ci, par volonté de passer pour l'incarnation de la modernité, en vient à quitter la raison. Il raconte ces dîners réguliers à l'Élysée où il voit s'éloigner ce personnage si curieux qu'est Pompidou : un normalien, amateur de lettres, auteur d'une anthologie de la poésie française, trahi par les siens, et qui se comporte envers Paris avec une brutalité insensée. La démolition des Halles est, pour lui, le crime absolu : une décision stupide sur le plan patrimonial, économique et technique. On va jusqu'à prétendre qu'on ne peut pas démonter les pavillons et qu'il faut les abattre, alors qu'on sait très bien qu'on peut le faire : l'un d'eux est encore visible à Nogent-sur-Marne.

C'est un gâchis patrimonial gigantesque. On raye d'un trait ce qui se passe au moment où Rungis s'en va en 1969 et où les pavillons deviennent un gigantesque lieu de culture comme l'État n'en a jamais créé : théâtre, musique, danse, expositions, un moment extraordinairement magique, jailli de la société

civile. Et tout cela est brisé par des ingénieurs et des grues. Pour moi, c'est un moment terrible de l'histoire de Paris.

Et ce n'est pas tout. Pompidou a beaucoup d'idées, trop d'idées. La voie express qui porte son nom, inaugurée sous le Général, devait avoir sa petite sœur : la voie express rive gauche. Elle devait passer au pied de Notre-Dame, là où la Seine se resserre dans le petit bras. On rase pour Beaugrenelle, on rase pour la place d'Italie : une véritable folie moderniste. Pompidou a d'ailleurs une interview terrible où il dit : « *écoutez, c'est fini tout ça, le petit café le matin en terrasse, on fume sa clope, on écoute un peu de musique, on regarde les jeunes femmes qui passent. Tout ça, c'est fini. Maintenant, la France, c'est un pays moderne.* » Il y a là une forme de gaminerie, incarnée par cette architecture de la tour censée symboliser la modernité. Plutôt qu'une barre ou qu'une maison, la tour apparaît comme la solution idéale pour faire entrer la ville horizontale dans l'avenir. Peu de villes ont résisté à cela. Ce sont les enfants, légitimes ou non, du plan Voisin. Rome a résisté ; Paris est tombée dans le piège des tours. Certains disent aujourd'hui que Paris était protégée, qu'il n'y a pas de tours à Paris, sauf Montparnasse. Ce n'est pas vrai : il y en a une centaine dans la capitale, un nombre imposant, et l'on en construit encore une qui sera assez spectaculaire.

Philippe Meyer :

Et on donne l'impression qu'on ne sait pas les construire. Dans beaucoup de pays, on voit pourtant des tours magnifiques. Les tours parisiennes, il y en a peu qu'on citerait comme exemples d'architecture réussie, de la tour Zamansky aux tours de Beaugrenelle, en passant par la tour Montparnasse ...

Alexandre Gady :

Parce que, souvent, on a pensé ces tours comme des objets isolés, et pas assez comme des objets de groupe. Or ce qui est beau, c'est l'effet de groupe. Tout cela montre que Pompidou a eu des idées néfastes, il est allé jusqu'à autoriser la

construction d'un gigantesque immeuble aux Halles, une fois les pavillons disparus, face à Saint-Eustache.

Il faut reconnaître que, de ce point de vue, l'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing a produit un choc très spectaculaire, salutaire à mes yeux pour Paris. Le fait du prince, renversé dans l'autre sens, amène Giscard, quasiment dès les premières heures de son mandat, à arrêter plusieurs projets : à la Défense, la voie express rive gauche, qui a peut-être coûté sa carrière à un très brillant conseiller d'État, Jean-Louis Fougère, que j'ai eu la chance de connaître, et qui s'était beaucoup battu. Il fait également arrêter, avec dédommagement, l'immeuble des Halles dont les fondations deviendront la piscine de Paul Chemetov. Cet immeuble, qui avait son permis, aurait créé un immense écran entre l'actuelle Bourse de Commerce et Saint-Eustache, un paysage urbain né de la démolition des pavillons mais qui, malgré tout, met aujourd'hui en valeur deux monuments spectaculaires.

Pour Giscard, la tour est un objet égoïste qui ne peut pas s'imposer à la ville par le seul caprice d'un promoteur. Il y a là une pensée non libérale, et d'une certaine manière, il a fait beaucoup de bien à Paris en mettant en avant des questions qui traversent son septennat : l'environnement, la nature, l'écologie. On voit cela commencer à frémir à ce moment-là. Le pompidolisme a ainsi été corrigé par le giscardisme. Il y a eu un moment très spectaculaire d'opposition entre ces deux personnages, tous deux de grandes machines intellectuelles, dans la tradition de la droite libérale française, mais qui s'opposent complètement dans leur manière d'aborder la ville : d'un côté un traitement brutal et pseudo-moderne, de l'autre une sensibilité plus attentive.

Philippe Meyer :

Et maintenant ? Je veux dire : cette ville autour de deux millions d'habitants, dont l'attractivité touristique est immense, et qui est depuis longtemps revenue de son expérience de municipalité indépendante ... Quelles sont, dans les

transformations physiques ou d'activité, les évolutions les plus importantes du Paris d'aujourd'hui ?

Alexandre Gady :

Je dirais que c'est compliqué, parce qu'on est dans l'actualité et qu'une campagne municipale approche. Mais il y a une première chose, impossible à dire pour un responsable politique : il faut arrêter de construire dans Paris. La ville est pleine comme un œuf. Partout où il reste un trou, on se précipite pour bâtir. Ceux qui prennent le train à la gare d'Austerlitz ont vu la muraille de bureaux édifiée entre le jardin de la Salpêtrière et la gare : elle masque la vue sur l'hôpital de la Salpêtrière, c'est tragique. On pouvait créer un jardin, mais non : encore un immeuble. La ville est saturée. Il faut désormais ajouter de vrais espaces verts, pas trois arbres plantés à la place de deux stationnements, mais de véritables parcs. Et c'est un défi extrême vu le prix du foncier. Il faut sortir de cette ville minérale, cesser de bâtir, de remplir les parcelles, de surélever les petites maisons : on étouffe.

Deuxième point : on a supprimé 50% de la voiture à Paris en un quart de siècle. C'est une histoire insensée, incroyable, et peut-être extraordinaire. Quand j'ai commencé à enseigner l'histoire de Paris, j'expliquais aux étudiants que la voie express rive droite du monstrueux Georges Pompidou – vous voyez ce que j'en pensais – ne deviendrait jamais autre chose qu'une autoroute. Et pourtant, cela s'est produit. D'autres choses aussi. La voiture a reculé : c'est une très bonne nouvelle. Pollution et bruit baissent d'un cran, même s'il y a des bémols : les services publics ne suivent pas encore assez bien, malgré le Grand Paris, et je regrette, en vieux cycliste, le chaos provoqué par ceux qui pensent sauver la planète sur un vélo sans respecter aucune règle. Un peu plus d'esprit civique serait bienvenu. Mais en matière de transport, quelque chose d'important s'est joué dans ce quart de siècle.

Pour moi, la question centrale reste la nature en ville. Je ne crois pas que planter

des arbres sur des toits ou faire des façades végétales, qui coûtent des fortunes en eau, soit la bonne solution. Rien ne remplace le bon vieux jardin, avec des arbres plantés en terre. Mais pour cela, il faut une volonté politique forte, et avec 9 milliards de dettes, ce sera compliqué pour le prochain maire, ou la prochaine.

Philippe Meyer :

Peut-être faut-il aussi méditer cette observation très juste et peu connue d'Alexandre Vialatte, qui a tant écrit sur Paris : « *les environs de Paris sont les plus beaux environs du monde* ».